



JESSICA FRANCE

Association Loi 1901

Direction Inter Régionale PNE

Compte-rendu de la réunion du Comité Inter-Régional de Pilotage Paris Nord Est du 24 novembre 2004 à Paris

Participants :

Mme JANICIJEVIC	Euro Info Centre de Versailles, représentant Mme MOUELLIC
Mme LAUREAU	Conseil Général des Yvelines
Mme LOUIS	JESSICA PNE
Mme TEYSSIER	DRIRE ALSACE
M. BERNADE	DRIRE Nord - Pas-de-Calais
M. CHOMET	JESSICA PNE
M. CRETIER	SNESE
M. DE BUHREN	DROM TECHNOLOGIES
M. DELPLANQUE	ELECTROPOLE (Projet CAP ACTION)
M. DURIEZ	CRITT CCST
M. HEIT	Centre de Mesure Lorrain
M. LACOSTE	ALCIOM
M. LARROUY	MEGALESE
M. LECLERCQ	JESSICA PNE
M. LECRUX	P2M (Pôle Mécatronique du Mantois)
M. LEPLEY	LICM - Université de Metz
M. MARCEAU	JESSICA PNE
M. MARPEAU	JESSICA PNE
M. PATERNOGA	JESSICA PNE
M. PLATTER	CEA/DRT/LIST/DTI, représentant M. PIERREY
M. RAGUE	JESSICA France
M. REZZOUG	GREEN Nancy
M. ROBIOLLE	JESSICA PNE
M. STIENNE	ICAM Lille
M. VAN NIFTERIK	ANVAR Ile de France, représentant Mme GELLY
M. WERNERT	SELIATEC

Absents - Excusés :

Mme BALEIX	DIVERGENT
Mme CHAPARD	ANVAR Picardie
Mme LARRIEU	ANVAR Nord - Pas-de-Calais
Mme LEROY-CRETE	ANVAR Lorraine
Mme METAYER -MATHIEU	DRIRE Ile de France
Mme MULLER	RDT Alsace
Mme PAYEN	ANVAR Alsace
Mme ROSELL	CCI Paris
M. BESSON	D3E
M. BOURGOGNE	Région Lorraine
M. BRAUN	IUT Louis PASTEUR
M. CAZENEUVE	ANVAR Champagne-Ardenne
M. CESCHI	ESIEE Amiens
M. CHAMPIGNY	DRIRE Lorraine
M. CHARNY	DRIRE Picardie
M. DOUCET	ENSAM Châlons en Champagne
M. DUBOIS	ISEN
M. EDY	RDT Picardie
M. FAUCHEUX	MINEFI/STSI
M. GOSTOMSKI	MEXEL
M. GRANJON	ENSEM Nancy
M. GUICHEMERRE	ANVAR Ile de France Ouest
M. HENNEQUIN	ATTELOR
M. JUPPIN	RDT Champagne Ardenne
M. KAPPELER	KAPPELER
M. KUENEMANN	KMS
M. LHUISSIER	DRIRE Champagne-Ardenne
M. MICHAÏLESCO	IUT Cachan
M. MISSLIN	CTIC Consultants
M. PERES	ANVAR Picardie
M. POURCELOT	ANVAR Nord Pas de Calais
M. POUVIL	ENSEA
M. PRUVOT	RDT Nord Pas de Calais
M. SMIGIEL	INSA Strasbourg
M. STURTZER	INSA Strasbourg
M. VERHAEGHE	DRIRE Ile de France
M. VERNE	SICCOM
M. YOUSSEF	CEDARNET

I - Approbation du compte-rendu du CIRP du 27 novembre 2003

Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

II - Accueil des nouveaux membres

Le renouvellement de plus d'un tiers des membres du comité a incité le Directeur inter régional à inviter les participants à se présenter lors d'un tour de table. A noter la présence de trois nouveaux candidats pour devenir membre actif de l'association : le P2M (pôle mécatronique du Mantois) représenté par M. LECRUX, le GREEN (groupement de recherche en électronique et électrotechnique de Nancy) représenté par M. REZZOUG et le Centre de Mesure Lorrain représenté par M. HEIT. Ces derniers ont présenté leurs structures. Un quatrième candidat pour le statut de membre actif, l'ENSEA, est présenté par M. LECLERCQ. Ces candidatures seront examinées lors du CA du 1er décembre.

III - Activité de PNE

M. MARCEAU décrit l'activité de l'inter région et donne des résultats provisoires (voir transparents). A noter que l'activité a été perturbée par un gel possible du budget de 20% annoncé au mois d'avril ce qui a conduit l'association à recentrer son activité sur les contrats qui sont potentiellement reportables sur 2005. Cet éventuel gel a impliqué :

- Une activité formation stoppée au niveau où elle était,
- Une activité de prospection qui a été mise en sommeil pour éviter les demandes des PME.

Malgré ces perturbations, les résultats concernant les séminaires atteignent 120% des objectifs avec un engagement financier plus faible que prévu grâce à l'apport financier des partenaires. Les adhésions atteignent 50% des objectifs en l'absence de formations. L'activité contractuelle reste forte avec 130% d'engagements grâce au recentrage sur cette activité.

Au niveau de la répartition des différentes actions dans les régions, on peut noter une présence de plus en plus affirmée de l'Ile de France sur les actions contractuelles, ces dernières représentent 50% des contrats et sont en augmentation. Le Nord Pas de Calais se maintient à un bon niveau, la Lorraine est en baisse alors que l'Alsace augmente son nombre de contrats grâce à la qualité de son réseau. Les deux dernières régions restent en retrait malgré un effort de prospection en Picardie qui devrait porter des fruits en 2005.

La durée moyenne d'un contrat reste autour de 7 jours, 50% des expertises sont réalisées par des centres de compétences publiques, cette proportion est difficile à maintenir pour les accompagnements de projets.

Un évènement important a mobilisé plus particulièrement l’inter-région : l’assemblée générale du 3 juin à Saclay qui a permis de rassembler 60 PME, d’organiser deux séminaires et de faire visiter les laboratoires du CEA/LIST.

Un point est fait sur les régions par les ingénieurs. En Ile de France, l’accent a été mis sur le renforcement des liens avec le réseau des institutionnels, un chargé d’affaires ANVAR a été désigné pour l’interface avec JESSICA, les ingénieurs assistent régulièrement aux réunions du RDT, des visites communes sont réalisées avec le CRITT CCST. A noter deux séminaires organisés dans des pépinières d’entreprises et la participation à quatre manifestations publiques avec présentation du programme et stands.

En Nord pas de Calais on peut noter une mise en relation d’une entreprise innovante avec le CEA/LETI sur le sujet des cartes à puces UHF sans fil et la participation à une action collective CAP ACTION sous la forme d’un séminaire à venir.

En Picardie un excellent contact a été initié avec l’ANVAR qui s’est concrétisé par des visites en entreprise et la réalisation d’une expertise technico-économique par l’ingénieur.

En Champagne Ardenne des visites conjointes avec l’ANVAR ont été réalisées dans les Ardennes, une collaboration avec une plate forme technologique du RDT est en cours.

En Alsace une action de sensibilisation des PME aux technologies clef est suivie par JESSICA par l’intermédiaire d’une participation au comité de pilotage avec l’ensemble des institutionnels. Des séminaires ont été co-financés dans ce cadre.

En Lorraine, la mécatronique a été identifiée comme technologie essentielle. Une réunion a été organisée avec les institutionnels et les centres de compétences pour faire le point sur les ressources techniques et scientifiques de la région. JESSICA en tant qu’animateur du réseau de centres de compétences a été fortement impliqué.

La réunion annuelle des experts du programme des régions Alsace et Lorraine a eu lieu le 4 novembre, elle a donné lieu à de nombreux échanges sur les pratiques et a permis de présenter la nouvelle offre JESSICA. Ce type de réunion pourrait être dupliqué dans d’autres régions.

IV – Evaluation et nouvelle offre

M. RAGUE, Directeur national de Jessica France a ensuite pris la parole pour présenter l’évaluation réalisée à la demande du ministère par le cabinet Développement et Conseils.

Sur l’organisation interne de Jessica, le schéma actuel par inter région a été jugé satisfaisant. Par rapport aux clients PME, Il signale la mobilisation de ces dernières et les nombreuses réponses au questionnaire envoyé par le consultant.

Suite à cette évaluation, Développement et Conseil propose la reconduction du programme pour 4 ans en conservant sa vocation de service public. Quelques évolutions sont proposées :

- Construction de couples produits / marché
- Accentuation de synergies avec les dispositifs locaux de soutien aux PME
- Redéploiement géographique du programme

Sur ce dernier item il s'agit, tout en maintenant la couverture géographique actuelle, de déployer de nouveaux moyens sur les régions à fort potentiel.

Une question est posée par Mme LAUREAU du conseil général des Yvelines : Pourquoi l'adhésion est-elle nécessaire pour obtenir un financement Jessica ? Bruno RAGUE répond que Jessica est une association loi 1901 et que l'idée est d'adhérer à une démarche et à un réseau, un nombre non négligeable de PME adhèrent pour rester dans ce système sans demander de prestations pour autant. Le directeur national expose ensuite le nouveau programme EUREKA qui servira de cadre à JESSICA pour les 4 années à venir et l'évolution de l'offre pour l'année 2005. Le volet Européen de ce programme aura pour but d'amener les PME clientes qui en ont les capacités vers des projets Européens.

M. LARROUY du RDT Ile de France signale qu'une action collective va être mise en œuvre avec l'ANVAR pour amener 30 PME Franciliennes vers des programmes Européens. JESSICA pourrait jouer un rôle pour les PME qui incorporent de l'électronique. Bruno RAGUE insiste sur le fait qu'il n'est pas question pour JESSICA de concurrencer des dispositifs existants, l'association restera dans le domaine du technique.

La nouvelle offre sera appelée CAP'TRONIC, elle ne propose plus qu'un seul type de contrat et deux taux d'intervention. Un projet de 16000 € pourra être aidé à hauteur de 8800 € au maximum. Une flexibilité sera introduite sur le taux d'intervention. La question est posée par l'assistance : comment gérer cette souplesse ? Une grille d'application va être réalisée pour faciliter le travail de présentation des ingénieurs.

La partie formation existe toujours dans le nouveau programme mais son volume est réduit. Pour l'augmenter il faudra rechercher des financements externes.

Sur les 4 prochaines années le financement MINEFI devra passer de 80% aujourd'hui à 50% tout en étant maintenu en volume, cela nécessite la recherche de financements externes.

M. CRETIER du SNESE intervient pour parler de la filière électronique : il s'agit d'un regroupement de 8 syndicats du secteur électronique. Cette filière est attachée à l'élargissement des aides publiques au « comment produire » et non uniquement au « quoi produire ». Cet élargissement devrait être associé à une obligation de produire sur le territoire national au moins pour un temps déterminé.

Un livre bleu a été publié suite aux assises de l'électronique, des grands thèmes de recherche ont été définis, la mise en œuvre d'une suite est difficile.

V – Présentation de l'action collective sur le sans plomb

Une présentation de l'action collective « sans plomb » montée en Alsace par JESSICA, la DRIRE, le SNESE, SONY, et l'Euro Info centre est faite par M. MARPEAU (voir transparents). Une opération de restitution a eu lieu en novembre auprès des autres DRIRE. Des opérations similaires vont être lancées dans d'autres régions, en particulier en Rhône Alpes prochainement. La faisabilité d'une action en Ile de France est à l'étude, l'idée est de monter un séminaire de sensibilisation début 2005 pour évaluer l'intérêt des acteurs de la filière.

M. CRETIER se félicite d'avoir trouvé une écoute attentive auprès de la DRIRE et de JESSICA. La réglementation est en cours de finalisation pour une application au 1^{er} juillet 2006, mais pour les industriels, il est nécessaire de prendre la contrainte en compte à partir de janvier 2005. Bruno RAGUE intervient pour signaler que l'implication de JESSICA dans ces actions demandées par les industriels crédibilisera l'association dans ce rôle de porteur de projet auprès du financeur et pourra faire évoluer son avis sur le process. Il serait intéressant que les collectivités locales soient impliquées dans ce type de projet. M. MARPEAU signale que ce projet n'aurait certainement jamais vu le jour si le réseau n'avait pas joué son rôle en constituant un groupe de projet très lié et motivé.

VI – Présentation du pôle mécatronique et d'une action collective visant l'incorporation d'une démarche mécatronique dans les PME

Une présentation du pôle mécatronique du Mantois a ensuite été réalisée par M. LECRUX, son Directeur. Cette structure de type horizontale a pour partenaire dans le cadre de l'université de Versailles St Quentin une école d'ingénieur (l'ISTY), un IUT et un laboratoire de recherche (LRV). Sa première action a été de mettre sur pied une formation d'ingénieur mécatronicien par l'alternance. D'autres formations devraient suivre. Sa particularité est aussi d'associer les grands industriels du monde de l'automobile, leurs équipementiers et d'autres grands industriels comme THALES. Le besoin en mécatronique est donc exprimé par ces partenaires au travers de comités scientifiques et métier et le P2M essaye de mettre les différentes idées en œuvre. Concrètement une plate forme technologique est en cours de création. Le P2M recherchait un moyen de toucher les PME pour leur permettre d'intégrer des concepts de mécatronique adaptés à des petites structures. L'idée du montage d'une action collective avec JESSICA qui amène son expérience du travail avec les PME a vu le jour.

L'idée est de permettre à 9 PME Franciliennes (3 groupes de 3 PME) de monter un projet mécatronique, de les aider à surmonter les différents obstacles organisationnels, technologiques, juridiques....et d'accompagner la faisabilité et le développement du projet. Il est prévu des financements de 50 à 75% sur des interventions d'experts et de la formation. Le projet sera porté

par JESSICA qui financera 25% du programme sous forme de main d'œuvre et d'interventions contractuelles, le P2M sera partenaire et financera 25% en main d'œuvre, la DRIRE finançant environ 30% du projet et les PME 20%.

Mme LAUREAU demande quelle est la perception des grands groupes par rapport à cette démarche. M. LECRUX pense que leur perception est positive, il compte les impliquer en demandant aux équipementiers de fournir des listes de PME partenaires susceptibles d'entamer ce type de démarche. M. RAGUE intervient pour dire que cette démarche collective est un bon exemple de ce que souhaite monter JESSICA dans le cadre de son nouveau programme.

M. MARCEAU fait remarquer qu'il existe une SPL appelée « mécatronique » en Val de Marne qui regroupe des PME de différents secteurs afin de proposer des services regroupés. Ces entreprises sont encore dans une démarche de sous-traitance, l'étape suivante est le co-développement et donc la mécatronique.

En conclusion M. RAGUE souhaite stimuler le travail en réseau des experts en 2005. M. LARROUY trouve qu'il est stimulant de suivre l'activité de JESSICA et l'ensemble des participants a apprécié les contacts pris durant cette journée.

M. MARCEAU et M. RAGUE remercient les participants pour leur implication et leur disponibilité.